

Un Etat

Pour les Pieds-Noirs et leurs Amis



La paix pour seul combat !
(Albert Camus)

Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil
(G.P.P.N.E.)

L'Espoir en Méditerranée
Vers une Fédération des Deux Rives

Contact :
Jacques Villard
Chef du Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil
Gouvernement.en.exil@gmail.com
gppne.pcm@gmail.com
jacquesvillard34@gmail.com
06.43.12.09.35



Les Deux Rives

Vers un Etat Pied-Noir libre et souverain en Méditerranée

Origines du terme Pieds-noirs : Habitants d'Afrique du Nord de souche européenne.

Le nom «**pieds-noirs**» désigne de manière familière et générale les européens de confessions juives et chrétiennes originaires d'Afrique du Nord (Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc) jusqu'à l'indépendance, c'est-à-dire jusqu'en mars 1956, pour les protectorats français de Tunisie et du Maroc et jusqu'en juillet 1962 pour l'Algérie française et ceux restés en Algérie après l'indépendance.

Il existe différentes hypothèses pour expliquer l'origine de l'appellation :

- Celle qui fait référence aux bottines noires bien cirées des soldats lors de la conquête de 1830 est aujourd'hui totalement abandonnée.
- On évoque également la coloration des pieds suite au foulage du raisin, activité des vignerons partis exercer leur métier de viticulteur en Afrique du Nord.
- Pour le *Trésor de la langue française informatisé* (TLFI), le mot, composé de «**pied**» et de «**noir**», est un surnom attesté dès 1901 et désignant alors un «**matelot chauffeur sur un bateau à charbon**». Ce surnom viendrait du fait que les chauffeurs des bateaux à vapeur avaient l'habitude de marcher pieds nus dans la soute à charbon du navire. Ces chauffeurs étant souvent algériens, «**pied-noir**» a ensuite désigné, par extension, un Algérien. Cet emploi est attesté en 1917.
- Son emploi actuel n'est attesté qu'en 1955. En effet, le terme aurait été «**récupéré par les Européens d'Algérie à partir de 1955**» et «**marque(r)ait leur prise de conscience d'une identité propre: ni Algériens musulmans, ni Français de métropole**». Après une journée dans les marais, la couleur des pieds des premiers colons qui ont cherché à sécher les marais de la mittidja pour en faire une terre cultivable, au prix de milliers de morts de la malaria.
- Mais l'origine du mot se trouverait, en fait, à Casablanca, en 1952. Une bande de jeunes Européens du quartier du Ma'arif, amateurs de cinéma américain et animateurs de manifestations contre les nationalistes marocains, s'étaient baptisés **pieds-noirs** en référence à la tribu indienne.

Diffusée dans la presse locale puis métropolitaine, l'expression aurait franchi la frontière algéro-marocaine pour désigner, dès 1955 ou 1956, les Français d'Afrique du Nord.

D'abord péjorative, l'expression, ensuite revendiquée par les Pieds-Noirs eux-mêmes, se répand véritablement lors de l'exode de 1962.



Aujourd'hui, 5 millions de Pieds-Noirs dans le Monde :

Afrique : Maroc, Algérie, Tunisie	3%
Asie : Israël	17%
Europe : Portugal, Espagne, France Italie	60%
Amériques : Canada, USA, Argentine	11%
Océanie : Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Australie	9%

Appel à la Nation Pied-Noir

Paris, 1^{er} novembre 2016

Jacques Villard

Cher(e)s Compatriotes Pieds-Noirs et Ami(e)s,

Le signataire de ce message, Jacques Villard, est le Président du Conseil des Ministres d'un nouvel Etat qui s'est créé à l'Ouest de la Méditerranée, mais aussi le Chef du Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil qui représente le nouvel Etat devant toutes les instances internationales.

Le socle de cet Etat est le Peuple Pied-Noir, né en Algérie, en Tunisie, au Maroc, voire même en Egypte, professant les grandes religions du Livre et n'en professant aucune, parlant pratiquement toutes les langues méditerranéennes, dont les ressortissants sont originaires des deux rives de la Méditerranée, chassés, après un génocide, de leurs terres natales, spoliés de tous leurs biens, dispersés sur les cinq continents.

Les Pieds-Noirs forment, aujourd'hui, une Nation de cinq millions de concitoyens. (Voir l'extrait de la conférence d'Ernest Renan : « Qu'est-ce qu'une Nation ? »).

Cette Nation Pied-Noir était donc un peuple, avec un territoire, une histoire, une langue, une envie de vivre ensemble, une littérature, un drapeau, un hymne, des armoiries, une devise, des joies, des peines, des qualités, des défauts, un peuple comme tous les autres, en somme.

A l'heure actuelle, ce Peuple est privé de territoire en violation de toutes les lois et de tous les principes internationaux. Les droits fondamentaux de cette Nation ne sont pas respectés, son histoire et sa mémoire sont calomniées, son avenir en tant que Peuple au sein des Nations est condamné à court terme.

La Convention de Montevideo du 26 décembre 1933, la Charte des Nations Unies et tant d'autres textes internationaux définissent parfaitement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, telle que, par exemple, la Convention d'Alger du 4 juillet 1976 (Déclaration universelle des droits des peuples).

Dans la Paix et la Sérénité, ce Peuple s'est doté d'un Etat depuis 2016 avec tous ses attributs en affirmant sa volonté fraternelle d'exister dans le strict respect de toutes les organisations internationales, afin de participer avec vigueur au développement durable de notre planète.

Cet Etat est représenté sur le plan international par le GPPNE.

Un drapeau va flotter sur les murs de ses Ambassades et de ses Consulats.

Un hymne et un chant de marche vont s'élever dans le concert des Nations.

Nous venons d'écrire au Président de la République Française et au Président de la République Algérienne, par courtoisie, afin d'informer leurs peuples respectifs de notre existence en tant que peuple frère, sans aucune référence à un passé douloureux. Nous en avons fait de même avec le Président du Sénat français et de l'Assemblée Nationale française.

Nous pensons que les deux Etats, l'Algérie et la France, en vertu des textes internationaux auxquels ils se réfèrent, acceptent de nous doter, comme le prévoit le droit international, d'un territoire en contrepartie de celui qui nous a été confisqué au nom de l'intérêt général ainsi que de fonds d'Etat en contrepartie de ceux qui nous ont été retirés, sans notre consentement préalable.

Notre Etat, si les deux conditions de réparation sont tenues, pourrait être un ciment entre les deux pays, un espoir de Paix et de Sécurité pour les deux rives de la Méditerranée, leur permettant de contrôler l'application pacifique de la dignité et de la liberté retrouvées.

Ce pacifisme se signale immédiatement par la volonté de ce Peuple Pied-Noir à exercer une neutralité absolue dans les relations internationales, mais surtout, dans le même temps, à renoncer à la levée d'une Armée et à l'existence d'un Ministère de la Défense Nationale.

Cet Etat Pied-Noir entend mettre hors la loi des mots tels que pollution, destruction, guerre, chômage, précarité, analphabétisme et bien d'autres maux qui contribuent aux malheurs de l'humanité.

Ne doutant pas un seul instant de la volonté de la France et de l'Algérie, qui en ont les moyens, de réparer les dommages de guerre et d'effacer définitivement les outrages à la mémoire, les représentants du GPPNE vont signer dans quelques jours un compromis d'achat pour un premier territoire situé en France au titre de l'installation de son Ambassade, d'autres signatures de ce type suivront afin d'établir la légitimité de l'Etat Pied-Noir. En aucun cas, l'Etat Pied-Noir ne revendiquera par les armes une quelconque territorialité en Algérie ou en France

Les Pieds-Noirs sont présents en Tunisie, en Algérie et au Maroc au titre de leurs expressions juive et chrétienne depuis le II^{ème} siècle de la nouvelle ère, ce qui ne fut le cas ni des Arabes, ni des Français, ni de tous autres envahisseurs. L'Algérie est une terre berbère, elle appartient aux Berbères et c'est aux Berbères à en disposer afin d'établir une large communauté fraternelle s'ils le souhaitent. Le fait de rappeler une évidence historique n'est ni une provocation, ni un reproche, mais simplement un souci de clarification que le Monde entier peut vérifier et attester. Dire que la Gaule est devenue la France par le biais d'envahisseurs divers et multiples n'est pas un acte de guerre mais un constat.

Le Peuple Pied-Noir, sa Nation, son Etat, son Gouvernement n'entament et n'entameront aucun conflit au titre d'un passé qui n'était en fait qu'une confrontation entre le GPRA et la France. Ils viennent proposer, sur un plateau d'argent, une parcelle de paix fraternelle au sein d'une civilisation méditerranéenne qui n'a que trop souffert de ses ruptures.

Nous, les migrants des années 60, constatons que notre Mer à toutes et à tous, la Méditerranée, berceau de toutes les civilisations, notre berceau identitaire, notre patrimoine commun, devient une poubelle voire un cimetière pour des millions de pauvres gens qui ne demandent qu'à vivre en Paix et à prospérer sur leurs terres natales.

Il y a chaque jour, en Méditerranée, des crimes contre l'humanité. Il appartient désormais à la communauté internationale de mettre en pratique la prédominance de la plume sur l'épée, de l'action sur le verbe, de la paix sur la guerre.

La devise de notre Gouvernement est : **"La Paix pour seul Combat "**.

Cette devise nous a été léguée par ce Prix Nobel Pied-Noir que fut Albert Camus.

Cette devise sera, à tout jamais, gravée sur le fronton de tous nos bâtiments publics.



Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil

Déclaration du Chef du Gouvernement

Luxembourg, le 13 Mai 2017

Cette date du 13 mai est symbolique pour nous, puisque ce fut celle du 13 mai 1958 qui, à Alger, après les événements que nous connaissons, entraîna la chute de la IV^{ème} République et l'avènement de la V^{ème} République française.

Sans la révolte des Pieds-Noirs, la V^{ème} République française ne serait pas née et par conséquent ne se serait pas dotée du régime qui est le sien à l'heure actuelle. Ce régime et qui légitime l'élection de son 8^{ème} Président qui doit donc son avènement au Peuple Pied-Noir.

Vous connaissez, depuis lors, le sort que fut le nôtre. Le droit français ne nous a pas permis de trouver notre place, en tant que communauté, au sein de la Nation française comme nous le désirions ardemment. Aucun des engagements des 7 premiers Présidents de la V^{ème} République française n'a été tenu, en ce qui nous concerne.

Ce constat étant fait, nous devons donc nous diriger vers le Droit International pour obtenir notre reconnaissance en tant que Peuple et prendre en mains notre Destin. Il ne peut en être autrement. Il n'y a aucune intention belliqueuse dans cette initiative, car si nous regardons bien l'histoire, les Québécois en ont fait de même en Amérique du Nord. Qui, par la suite a clamé à la face du monde : Vive le Québec libre ? si ce n'est le premier Président de la V^{ème} République française. Notre intention concerne quelques centaines d'hectares quelque part en Méditerranée. Nos contradicteurs disent que le territoire de la France est inaliénable. Mais qui a aliéné le territoire national de la France en 1962 si ce n'est le même Président de la V^{ème} République française. En effet, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes il a offert leur indépendance à quinze départements français de plein droit représentant une superficie de 2 381 741 KM².

La Convention de Montevideo du 26 décembre 1933, complétée par la Déclaration Universelle des droits des peuples du 4 juillet 1976, nous permet de créer notre Etat sans que personne ne puisse s'y opposer et sans que sa légitimité ne soit remise en cause par quiconque. Voici ce que cette convention stipule :

Dans son article 1^{er}:

L'Etat comme Personne de Droit international doit réunir les conditions suivantes :

- I. *Une Population permanente.*
- II. *Un Territoire déterminé.*
- III. *Un Gouvernement.*
- IV. *Une Capacité d'entrer en relations avec les autres Etats.*

Dans son article 3 :

L'existence politique de l'Etat est indépendante de sa reconnaissance par les autres Etats. Même, avant d'être reconnu, l'Etat a :

- + *Le droit de défendre son intégrité et son indépendance,*
- + *De pourvoir à sa conservation et à sa prospérité et, par conséquent,*
- + *De s'organiser comme il l'entendra,*
- + *De légiférer sur ses intérêts,*
- + *D'administrer ses services et*
- + *De déterminer la juridiction et la compétence de ses tribunaux.*

L'exercice de ces droits n'a d'autres limites que celles de l'exercice des droits des autres Etats conformément au Droit international.

Notre feuille de route est donc tracée. Nous avons la ferme intention de réécrire l'histoire de notre Peuple :

Le 5 juillet 2017 seront construites les fondations d'un rassemblement permettant à tous les Pieds-Noirs et amis de se réunir pour réaliser l'ensemble des objectifs d'autodétermination en totale collaboration avec notre Gouvernement : l'association « Les Pieds-Noirs dans le Monde et leurs amis ».

Le 1^{er} novembre 2017 sera officialisée la composition fonctionnelle et nominative de ce Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil.

Le 13 novembre 2017 seront remis aux Présidents de la République française, du Sénat français, de l'Assemblée Nationale française une lettre et un dossier détaillant notre initiative.

Le 24 janvier 2018 seront créées les structures financières qui permettront le fonctionnement et les investissements nécessaires afin d'acquérir un territoire déterminé qui ne sera pas le territoire national, mais qui nous permettra de fonctionner.

Le 13 mai 2018 sera officiellement proclamée la création définitive de notre Etat et de sa Constitution avec ses organes législatifs et exécutifs.

Le 5 juillet 2018 seront signés les actes concernant l'acquisition définitive d'un territoire afin d'accueillir une population permanente.

Le 1^{er} novembre 2018 l'Etat et ses organes législatifs et exécutifs accueilleront les premiers citoyens Pieds-Noirs, nommeront les premières Ambassades et commenceront à jouir de tous leurs droits et leurs devoirs vis-vis de la communauté internationale dont ils respecteront toutes les organisations.

Ce calendrier ne pourra être tenu que si aucun obstacle majeur ne vient entamer notre programme.

Ainsi, sera démontrée la capacité de cet Etat d'exister et d'entrer en relation avec les autres Etats. L'Etat Pied-Noir aura rempli les conditions fixées par l'article 1^{er} de la Convention de Montevideo. L'Etat Pied-Noir sera libre et souverain après trois années de travaux fraternels, intenses et sereins.

Les engagements que prend notre Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil prouvent sa détermination et sa vocation à faire en sorte que la 3^{ème} génération de l'exode enracine définitivement le Peuple Pied-Noir et lui donne la maîtrise totale de son destin.

Les membres du Gouvernement sont conscients du fait que leur entreprise peut être considérée comme au-dessus de leurs forces. Ils le savent et ils veulent l'ignorer. Ils ont pour eux que de l'exaltation, mais ils en ont beaucoup. Les Pieds-Noirs membres de ce Gouvernement sont heureux de compter à leurs côtés des Européens et des Méditerranéens issus de peuples venus des rives de ce lac intérieur d'une civilisation qu'ils partagent.

Nous reprenons avec ferveur le sentiment invincible de la fraternité qui unissait jadis nos pères. Puisse notre action faire en sorte que la Méditerranée et la Mer Noire redeviennent à la fois le symbole et le chemin de l'alliance entre les Nations ! Enfin, plus d'un demi-siècle après nos souffrances et notre exil, la Méditerranée redeviendra notre Mère à tout jamais.

Rien de ce qui sera alors Méditerranéen ne pourra et ne devra nous être étranger.

Jacques Villard
Porte-parole du Gouvernement



Le Peuple Pied-Noir

Paris, le 2 juillet 2017

Ce peuple se dresse désormais pour assumer son destin dans le cadre international du **Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes**. Ce Droit est défini par le chapitre 1 verset 2 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies comme suit : *Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.*

Ce Peuple, dans le droit fil de ces recommandations, commande à un Gouvernement Provisoire de le doter d'un Etat, d'un territoire, d'une Constitution, d'un organe législatif et d'un organe exécutif.

Cet organe exécutif est le Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil (GPPNE).

Ce Gouvernement se donne pour première mission de représenter le Peuple Pied-Noir auprès de tous les Etats et de toutes les Organisations du Monde dans le cadre de **la Paix et de la Sécurité**.

Les Pieds-Noirs sont des Méditerranéens convaincus.

Ils souhaitent être, sans autre arme que le Verbe et l'Amour fraternel, des médiateurs et des vecteurs afin que le lac intérieur de la civilisation méditerranéenne ne devienne ni une poubelle, ni un cimetière mais reste un phare de l'humanité, lui qui en fut le berceau.

Les Pieds-Noirs font leur, la prophétie d'Isaïe que les Nations Unies ont gravée dans le marbre :

« Et ils devront forger leurs épées en socs et leurs lances en cisailles. Une Nation ne lèvera pas l'épée contre une Nation, et ils n'apprendront plus la Guerre ».

L'un de leurs frères, Albert Camus, prix Nobel de Littérature, précisa avec conviction :

« La paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison ».

Le Peuple Pied-Noir

Le Peuple Pied-Noir dans sa forme et dans son appellation n'appartient à personne. Il est libre et souverain. Il s'est enraciné en Afrique du Nord, depuis le deuxième siècle avec l'arrivée de juifs venus de Palestine, au 16^{ème} siècle par l'exode d'Espagnols et au 19^{ème} siècle par la pénétration de Français, d'Italiens et de ressortissants de tous les peuples de la Méditerranée.

Cinq Millions de Pieds-Noirs, formant ce Peuple Pied-Noir, ont été dispersés sur les cinq continents à la suite d'un génocide et d'un exode, ressortant du titre de l'article 7 du Statut de Rome qui définit les crimes contre l'humanité dès lors qu'ils sont commis sur ordre « *dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile* ».

Le Peuple Pied-Noir a été injustement et illégalement spolié de ses biens immobiliers (territoire et habitations) et mobiliers qui lui appartenaient en violation de l'article 17 des Droits de l'Homme et du Citoyen qui dispose :

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

L'Indemnisation, si elle est intervenue, n'a été ni préalable, ni juste.

Ainsi victime d'une entente illégale entre des puissances associées à son malheur, le Peuple Pied-Noir présentera un dossier devant l'Organisation des Nations et des Peuples non représentés (officiellement, en anglais : Unrepresented Nations and Peoples Organization ou UNPO). Cette organisation est une organisation internationale dont les membres sont des peuples autochtones, des minorités et des territoires non souverains ou occupés.

L'UNPO se donne les buts suivants : affirmer la démocratie comme droit humain fondamental, mettre en œuvre les droits de l'homme, les droits civils et politiques dans le monde, défendre le droit universel à l'autonomie et à l'autodétermination, promouvoir le fédéralisme.

Elle déclare vouloir encourager le recours à des méthodes non violentes pour parvenir à des solutions pacifiques aux conflits et à l'oppression. Elle se propose d'aider ses membres à faire respecter leurs droits humains et culturels et à préserver leur environnement. Elle déclare fournir à ses membres un forum et les aider à se manifester au niveau international.

L'UNPO a inscrit les cinq principes suivants dans ses statuts : l'autodétermination, les droits de l'homme, la démocratie, la non-violence, l'écologie, toutes valeurs qui étaient déjà celles du Peuple Pied-Noir.

Le Gouvernement Pied-Noir

- Collabore avec les Gouvernements des Peuples qui le reconnaissent et le soutiennent.
- Intervient, par la médiation et la solidarité, dans tout le contexte de la Méditerranée et de la Mer Noire afin de faire régner la Paix, la Sécurité et le Développement durable.
- S'interdit toute ingérence dans les affaires de quelque Etat que ce soit, au titre de la neutralité la plus absolue.
- Sera le seul Gouvernement au Monde à ne pas disposer, en son sein, de Ministère de la Défense Nationale ou des Armées.
- Reconnaît les principes de la laïcité et de la double nationalité.
- Met hors la loi, le recours aux armes, le saccage de la flore et de la faune, la pratique du chômage, la paupérisation, la discrimination raciale et sexuelle, ainsi que toutes les pratiques qui asservissent l'humanité et détruisent l'environnement ou créent des barrières infranchissables entre les Hommes.
- Respecte et soutient l'action des Associations, des Fondations et des Groupements qui agissent afin de défendre les intérêts, la réputation et la fiabilité fraternelle des Pieds-Noirs et des Méditerranéens dans le Monde.
- Affirme que l'existence d'un Etat Pied-Noir est le juste prix payé à la condamnation et au massacre d'un Peuple qui n'a jamais démérité mais qui a été, trop souvent, manipulé et trompé par des forces politiques qui ont abusé des pouvoirs qui leur étaient conférés.

Les moyens d'action du Gouvernement Pied-Noir

- Pour se donner les moyens d'exister, de remplir ses missions, d'aider son Peuple et ses Associations, le Gouvernement Pied-Noir :
- Se dotera d'un Fonds d'Investissements International et d'une Société Civile Immobilière pour acquérir son territoire.
- Créera sa Banque d'Etat et des Agences de Banques Privées Internationales.
- Signera des accords sans recours avec les peuples et les grandes entreprises qui le soutiendront.
- Mettra en place une organisation internationale chargée de faire connaître son existence et de recueillir des fonds.
- Organisera des festivités, des campagnes de presse, des conférences publiques, des débats confidentiels...
- Editera un certain nombre d'ouvrages historiques.
- Conclura un plan de développement durable avec de grandes entreprises qui interviendront professionnellement lors de l'installation de l'Etat sur son territoire et sur ceux des Ambassades.
- Disposera d'un Ordre de Haut niveau qui récompensera, par l'attribution de décorations, celles et ceux qui auront rendu des services importants à la Nation et à l'humanité.
- Se dotera d'un Service de Renseignement et de Sécurité, d'une Agence de Presse, d'une Chaîne de Télévision, d'une Chaîne de Radiodiffusion, d'un Centre de la Mémoire, d'un Laboratoire de Recherche Scientifique, d'une Organisation de la Santé publique et d'un Office International du Commerce.
- Permettra à sa flotte de disposer d'un pavillon international.
- Encouragera l'Ecologie, le Tourisme et la Haute Technologie.
- Edictera son droit, ses lois et ses codes conformément au Droit International.



Le Manifeste

Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil

Fédération des Deux Rives

Etat Pied-Noir en Méditerranée

La Paix pour seul combat

Montpellier, le 26 mars 2017

« *Lorsqu'un peuple se dresse pour son avenir rien ne peut l'arrêter.* », c'est ainsi que s'exprimait, il y a peu de temps, un homme politique français qui ambitionnait les plus hautes responsabilités dans son pays.

Deux autres hommes politiques de traditions idéologiques différentes se sont exprimés sur l'avenir de notre peuple.

Le premier s'exprimait ainsi : « *Les Pieds-noirs, trois générations et nous n'en parlerons plus. Ils seront dans leurs tombes et leur histoire dans les musées* ».

Le second disait : « *qu'ils aillent se faire voir ailleurs.* »

C'est donc à l'aune de ces trois déclarations que nous allons vous confier notre sentiment sur l'avenir de notre peuple après que son passé et son présent aient été évoqués en puisant ses droits et ses devoirs devant la scène internationale des Nations.

Aujourd'hui, si le Peuple Pied-Noir se penche sur son avenir, il a deux possibilités :

- Laisser paisiblement chacun d'eux entrer dans sa tombe et son histoire dans les musées,
- Se dresser pour défier le temps et les hommes en prenant ses destinées en mains et « allant se faire voir ailleurs ».

Pensant que nous choisirions naturellement la première solution, les villes d'implantation de notre communauté en France et les associations dites de rapatriés ont multiplié les initiatives favorisant l'éclosion de musées et de tombes du souvenir sans compter les stèles diverses et multiples créant parfois d'ailleurs des conflits là où devraient présider le repos éternel et le silence.

D'aucun ne considère que nous devons laisser les morts enterrer les morts et les vivants s'intégrer définitivement qui plus est anonymement dans le concert des vivants qui s'agitent de manière déraisonnée et désordonnée dans ce système de choses.

Si tant est que cela soit le désir de la majorité des nôtres, nous ne nous y opposerons pas et nous laisserons s'accomplir le destin promis par nos pires ennemis.

Il se trouve que le sang mêlé et glorieux de nos pères bouillonne dans nos veines, nous pousse à penser autrement, c'est-à-dire à ambitionner fièrement une autre vocation, celle de se dresser pour assumer librement le droit de notre peuple à gérer son avenir.

Si tant est que cette vocation soit celle d'une majorité encore plus grande que la précédente de trouver un sens à notre martyre et à notre exode, alors nous devons prendre nos responsabilités.

Comment les prendre ?

- I. Dans un premier temps, nous devons définir la vocation et la spécificité de ce Peuple et de cette Nation, que tous les citoyens du monde qui se sentent ou qui sont authentiquement Pieds-Noirs peuvent vouloir exprimer.
- II. Dans un deuxième temps, ce Peuple, cette Nation devront aller librement devant les Nations Unies de l'Afrique puis du Monde, pour dire que notre volonté est de souhaiter participer à la gestion de l'humanité avec la spécificité qu'est la nôtre, librement et souverainement.
- III. Dans un troisième temps, nous devons nous doter de toutes les formes d'implantation et de gouvernance qu'exigent cette vocation et cette volonté, ce besoin de liberté et de souveraineté.

Oui, nous sommes un Peuple libre.

Oui, nous désirons exercer notre souveraineté.

Oui, nous souhaitons apparaître comme un Peuple mature et fraternel.

Si l'on s'attarde un instant devant le siège social des Nations Unies à New-York, nous remarquons aux pieds d'une statue monumentale la reprise d'une prédiction du prophète Isaïe, chapitre 2 et verset 4 qui dit :

« Une nation ne lèvera pas l'épée contre une nation, et ils n'apprendront plus la guerre. »

C'est dans cet esprit fraternel de neutralité absolu, de laïcité et de réflexes démocratiques que nous agirons sans lever une quelconque épée contre quiconque, ayant trop souffert de la barbarie des armes et des mots.

Nous prenons l'engagement solennel de cultiver les valeurs de nos pères : l'amour fraternel, le travail, le respect de l'autre, le partage, la solidarité, la prise en charge du développement durable de notre environnement, etc.

Il n'y aura pas d'armée chez nous car la guerre sera proscrite.

Il n'y aura pas de « laisser pour compte au bord du chemin ».

Nous saurons être accueillants pour l'étranger, étant les fils spirituels de Camus, ayant connu les massacres, les prisons, l'exil et l'exode.

Allons-nous demander à exercer nos droits sur des territoires qui furent les nôtres en Afrique du Nord ? Non, bien entendu. Ce qui est perdu, est perdu.

Mais nous irons rendre visite à l'Algérie et à la France afin de savoir si ces deux nations comptent nous céder un territoire d'implantation national sachant que trois pays de la Méditerranée nous offrent déjà une terre d'asile et qu'un pays de la Mer Noire pense, lui aussi, à nous accueillir au cas où l'Algérie, là où notre Peuple est né, et la France où notre Nation s'est formée, prendraient la décision extraordinaire de rejeter notre collaboration fraternelle, notre main tendue.

Notre Peuple, notre Nation seront alors en possession d'un territoire.

Il leur restera à façonner les instances nationales et internationales qui établiront leur volonté de prendre leur destinée en mains. Il leur faudra définir le profil d'un Etat républicain démocratique méditerranéen qui soit un exemple pour tous les pays de ce lac intérieur entre l'Afrique et l'Europe que sont la Méditerranée et son prolongement naturel la Mer Noire.

Nos interlocuteurs partenaires seront bien entendu tous les pays riverains de la Russie au Maroc, des Dardanelles à Gibraltar, de ce creuset où sont nées les grandes Nations qui ont permis à leurs peuples de fleurir tous les continents de la terre.

Si tant est que nous en soyons là, cet Etat se dotera d'une Assemblée Nationale et d'un Conseil des Ministres avec toutes les représentations internationales surtout celles permettant de démontrer notre volonté de Paix et de Sécurité sur notre planète, ce vaisseau impressionnant voguant au centre de l'univers comme la Méditerranée s'étale au milieu de la terre.

Voilà l'avenir auquel nous prétendons dans la prochaine décennie.

Mais l'avenir est une aventure qui se prépare, c'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel solennel à toutes celles et à tous ceux des citoyens du Monde qui sont Pieds-Noirs ou qui se reconnaissent comme tels à nous rejoindre, d'accepter d'apprendre à travailler ensemble, de simuler d'ores et déjà les structures qui pourraient se mettre en place à l'issue de ces négociations internationales.

- Il ne s'agit pas de s'armer et de s'enfoncer dans une situation sans issue, mais d'entamer une longue marche silencieuse à la manière du Docteur Martin Luther King ou du Mahatma Gandhi.
- Il ne s'agit pas d'embarquer sur l'Exodus et de se mettre en péril en mer, mais de construire un rassemblement de diverses nationalités qui seront autant de bijoux pour notre élan fraternel international.
- Il ne s'agit pas d'imposer unilatéralement des structures étatiques brutales mais de les construire dans le cadre d'un consensus et d'un accompagnement acceptés par les Nations Unies et surtout par les pays qui ont participé à notre naissance et à notre formation.

L'ultime condition, vous l'avez bien compris, est votre volonté collective à vous, Pieds-Noirs, de vous créer pacifiquement un espace d'avenir dans ce monde qui portera, à la lumière de la connaissance humaine, l'œuvre de vos pères, trop tôt disparus, trop longtemps accusés de fautes qu'ils n'ont jamais commises.

Alors flottera un drapeau nouveau,
Alors s'élèvera un hymne solennel,
Alors seront remis des passeports et des cartes d'identités,
Alors s'échangeront des monnaies et des timbres,
Alors s'exprimera une nouvelle nationalité.

Et nous pourrons dire clairement et fermement :

« C'est nous les Africains, qui revenons de loin, pour défendre notre Peuple, notre Pays. »

Vive la Paix, vive l'Amour fraternel !
Vive le Peuple Pied-Noir !
Vive la Nation « Pied-Noir » !
Vive l'Etat Pied-Noir.
Vive le Gouvernement Pied-Noir en Exil !
Vivent les Pieds-Noirs !



Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil

Engagement solennel des Ministres

Montpellier, le 1^{er} novembre 2017

Les Ministres du Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil nommés pour un septennat, s'engagent à :

- Assumer la durée totale de leur mandat,
- Respecter tous les termes de la Constitution de l'Etat Pied-Noir qui sera proclamé officiellement le 1^{er} novembre 2018,
- Donner tout leur temps disponible à la réalisation des objectifs du Ministère dont ils ont la charge,
- Mettre en place l'organisation administrative et financière de leur Ministère avec l'appui de l'ensemble des membres du Gouvernement,
- Assister ou à se faire représenter aux réunions mensuelles du Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil à Montpellier et à Nice, mais aussi au sein de toute région française ou de tout Etat du fait d'événements ou de circonstances exceptionnelles,
- Reconnaître Montpellier, Nice, Alicante, Gênes et Jérusalem comme capitales de leur Etat en Exil,
- Encourager les adhésions à l'association PNMA « Pieds-Noirs dans le Monde et leurs Amis »,
- Faire appliquer les engagements prévus par la Charte de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, de l'UNPO, de la Constitution de la Fédération des Deux Rives,
- Participer à l'écriture et la publication de l'histoire de la Nation Pied-Noir,
- Participer à toutes les émissions radiophoniques ou télévisées, dîners-débats et conférences, séminaires ou temps de formation qui leurs seront prodigués,
- Observer toutes les règles acceptées en Conseil des Ministres qui seront proposées par le Chef du Gouvernement ou toute autre structure de l'Etat en formation,
- S'astreindre au secret le plus total concernant les noms des responsables et des fonctionnaires de l'Etat en formation,
- Se dévouer pour la sécurité, la prospérité et le respect de tous les citoyens du futur Etat et à s'en donner tous les moyens,
- Créer un Panthéon des femmes et des hommes morts pour la défense du Peuple Pied-Noir, un Comité d'Honneur pour l'association des Pieds-Noirs dans le Monde et leurs Amis.
- Mettre en place un Site officiel, des pages Facebook, des blogs et tous autres moyens de communication ou de médiatisation (agence de presse, périodiques, maison d'édition, entreprises et commerces, ...),
- Initier toutes les procédures juridiques internationales contre celles et ceux qui chercheront à s'attaquer aux fondamentaux de leur Peuple, à ses valeurs, aux femmes et aux hommes qui le servent et le soutiennent,
- Participer à l'activité, sur demande du Chef du Gouvernement et si leur position le permet, à la création, à la formation et au développement des structures suivantes, dont les fonctions et le fonctionnement resteront confidentielles :
 1. Conseil d'Etat
 2. Conseil de la Magistrature et des Lois
 3. Conseil supérieur du Fonds d'investissement
 4. Commission des Lois
 5. CESAR (Conseil des Experts, des Scientifiques, des Analystes Rationalistes)
 6. SERES (Service de Renseignements et de Sécurité)
 7. CRATER (Commission de Recherche et d'Aménagement des Territoires)
 8. COSAC (Conseil Supérieur d'Action et de Crise),
- Créer un centre de documentation et d'archives en relation avec le CDHA d'Aix-en-Provence et le CD de Perpignan,
- Rejeter toute idée de revendications territoriales en Algérie ou en France, à ne pas contrarier la sécurité des deux pays,
- Remettre en cause les traités et accords internationaux qui mettent en cause des intérêts vitaux de leur peuple et qui n'ont pas eu l'assentiment du GPPNE.

Chaque Ministre a signé individuellement cet engagement.



Afin que nul n'oublie !

Qu'est-ce qu'une Nation ?

La Sorbonne, le 11 mars 1882

Conférence d'Ernest Renan

Une nation est une âme, un principe spirituel.

Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. **L'une est dans le passé, l'autre dans le présent.** L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis.

L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. **La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.**

Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet.

Le chant spartiate : «Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes» est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie.

Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de race et de langue.

Je disais tout à l'heure : «avoir souffert ensemble» ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun.

Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie.

Oh ! Je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous sou mets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : «Tu m'appartiens, je te prends». Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques.

Que reste-t-il, après cela ?

Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins.

La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ?

Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. **À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître.**

Par leurs facultés diverses, souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation ; toutes apportent une note à ce grand concert de l'humanité, qui, en somme, est la plus haute réalité idéale que nous atteignons.

Isolées, elles ont leurs parties faibles. Je me dis souvent qu'un individu qui aurait les défauts tenus chez les nations pour des qualités, qui se nourrirait de vaine gloire ; qui serait à ce point jaloux, égoïste, querelleur ; qui ne pourrait rien supporter sans dégainer, serait le plus insupportable des hommes. Mais toutes ces dissonances de détail disparaissent dans l'ensemble. Pauvre humanité, que tu as souffert ! Que d'épreuves t'attendent encore ! Puisse l'esprit de sagesse te guider pour te préserver des innombrables dangers dont ta route est semée !

Je me résume, Messieurs.

L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes.

Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation.

Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister.

Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question.

Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre.

« Consulter les populations, fi donc ! Quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine ».

Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques.

Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.



Convention de Montevideo (extraits)

Montevideo, le 26 décembre 1933

N° 3802 Société des Nations — Recueil des Traités.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention concernant les droits et devoirs des Etats, adoptée par la 7^{ème} Conférence internationale américaine.

Textes officiels espagnol, anglais, français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le délégué permanent de la République de Cuba près la Société des Nations.

L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 janvier 1936.

Les gouvernements représentés à la septième Conférence internationale américaine, Désireux de conclure un accord sur les droits et devoirs des Etats, ont nommé les plénipotentiaires indiqués ci-après : **HONDURAS** : Miguel PAZ BAEAONA. Auguste C. COELLO. Luis BOGRAN. **ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE** : Cordell HULL. Alexander W. WEDDELL. J. REUBEN CLARK. J. BUTLER WRIGHT. Spruille BRADEN. Mlle Sophonisba P. BRECKINRIDGE. **SALVADOR** : Hector David CASTRO. Arturo Ram'dn AVILA. J. Cipriano CASTRO. **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : Tulio M. CESTERO. **HAÏTI** : Justin BARAU. Francis SALGADO. Antoine PIERRE-PAUL. Edmond MANGONÉS. **ARGENTINE** : Carlos SAAVEDRA LAMAS. Juan F. CAFFERATA. Ramón S. CASTILLO. Carlos BREBBIA. Isidore Ruiz MORENO. Luis A. PODESTA COSTA. Raúl PREBISCH. Daniel ANTOKOLETZ. **VENEZUELA** : César ZUMETA. Luis CHURIÓN. José Rafaël MONTILLA. **URUGUAY** : Alberto MANÉ. Juan José AMÉZAGA. José G. ANTUNA. Juan Carlos BLANCO. Mme Sofia A. V. DE DEMICHELI. Martin R. EcHEGOYEN. Luis Alberto DE HERRERA. Pedro MANINI Rfos. Mateo MARQUES CASTRO. Rodolfo MEZZERA. Octavio MORATÓ. Luis MORQUIO. Teófilo PINEYRO CHAIN. Dardo REGULES. José SERRATO. José Pedro VARELA. **PARAGUAY** : Justo PASTORÍ BENÍTEZ. Gerdnimo RIAART. Horacio A. FERNÁNDEZ. Mlle Maria F. GONZALEZ. ' . ' ç **MEXIQUE** : ! José Manuel PuiG CASAURANC. Alfonso REYÍIS. Basilio VADIÁXO. Genaro V. VÁSQUEZ. Romeo ORTEGA. Manuel J. 'SIERRA. Eduardo SUÁREZ. **PANAMA** : J. D. APOSEMENA. Eduardo E. HOLGUÍN. Oscar R. MULLER. Magiri PONS. **BOLIVIE** : Ca.sto ROJAS. David ALVÉSTEGUI. Arturo PINTO ESCALIER. **GUATEMALA** : Alfredo SKINNER KLEE. José GONZALEZ CAMPO. Carlos SALAZAR. Manuel ARROYO. **BRÉSIL** : Afranio DE MELLO FRANCO. LUCÍLIO A. DA CUNHA BUENO. Francisco Luis DA SILVA CAMPOS. Gilberto AMADO. Carlos CHAGAS. Samuel RIBEIRO. **EQUATEUR** Augusto AGUIRRE APARICIO. Humberto ALBORNOZ. Antonio PARRA. Carlos PUIG VILASSAR. Arturo SCARONE. **NICARAGUA** Leonardo ARGUELLO. Manuel CORDERO REYES. Carlos CUADRA PASOS. **COLOMBIE** Alfonso LÓPEZ. Raimundo RIVAS. José CAMACHO CARRENO. **CHILI** Miguel CRUCHAGA TOCORNAL. Octavio SENORET SILVA. Gustavo RIVERA. José Ramón GUTIÉRREZ. Félix NIETO DEL Rio. Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ. Benjamin COHEN. **PÉROU** Alfredo SOLF Y MURO. Felipe BARREDA LAOS. Luis FERNAN CISNEROS. **CUBA** Angel ALBERTO GIRAUDY. Herminio PORTELL VILÁ. Alfredo NOGUEIRA.

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs qui furent reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

Article premier. L'Etat comme personne de Droit international doit réunir les conditions suivantes :

- I. Population permanente.
- II. Territoire déterminé.
- III. Gouvernement.
- IV. Capacité d'entrer en relations avec les autres Etats.

Article 2. L'État fédéral constitue une seule personne devant le Droit international.

Article 3. L'existence politique de l'Etat est indépendante de sa reconnaissance par les autres Etats. Même avant d'être reconnu, l'Etat a le droit de défendre son intégrité et son indépendance, de pourvoir à sa conservation et à sa prospérité et, par conséquent, de s'organiser comme il l'entendra, de légiférer sur ses intérêts, d'administrer ses services et de déterminer la juridiction et la compétence de ses tribunaux. L'exercice de ces droits n'a d'autres limites que celles de l'exercice des droits des autres Etats conformément au Droit international.

Article 4. Les Etats sont juridiquement égaux, ils jouissent de droits égaux et ont une égale capacité pour les exercer. Les droits de chaque Etat ne dépendent pas du pouvoir dont U dispose pour en assurer l'exercice, mais du simple fait de son existence comme personne du Droit international.

Article 5. Les droits fondamentaux des Etats ne sont susceptibles d'être affectés en aucune manière.

Article 6. La reconnaissance d'un Etat signifie tout simplement que celui qui le reconnaît accepte la personnalité de l'autre avec tous les droits et devoirs déterminés par le Droit international. La reconnaissance est inconditionnelle et irrévocable.

Article 7. La reconnaissance de l'Etat pourra être expresse ou tacite. Cette dernière résulte de tout acte qui implique l'intention de reconnaître le nouvel Etat.

Article 8. Aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes ou externes d'un autre.

Article 9. La juridiction des Etats dans les limites du territoire national s'applique à tous les habitants. Les nationaux et les étrangers ne pourront pas prétendre à des droits différents ni plus étendus que ceux des nationaux.

Article 10. La conservation de la paix est d'un intérêt primordial pour les Etats. Les divergences de n'importe quelle sorte qui peuvent être suscitées entre eux doivent être réglées par les moyens pacifiques reconnus.

Article 11. Les Etats contractants consacrent de façon définitive, comme norme de leur conduite, **l'obligation précise de ne pas reconnaître les acquisitions de territoires ou d'avantages spéciaux obtenus par la force**, soit qu'elle consiste en l'emploi des armes, en représentations diplomatiques comminatoires ou en tout autre moyen de coaction effective. Le territoire des Etats est inviolable et il ne peut pas faire l'objet d'occupations militaires, ni d'autres mesures de force imposées par un autre Etat, ni directement ni indirectement, ni pour un motif quelconque, ni même de manière temporaire.

Article 12. La présente convention n'affecte pas les engagements contractés antérieurement par les Hautes Parties contractantes en vertu d'accords internationaux.

Article 13. La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, conformément aux gouvernements. Les instruments de ratification seront déposés l'Union panaméricaine, à Washington, qui donnera avis de ce dépôt aux gouvernements signataires ; cet avis servira comme échange de ratifications.

Article 14. La présente convention entrera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes dans l'ordre selon lequel elles y apposeront leurs ratifications respectives.

Article 15. La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle pourra être dénoncée moyennant avis fait un an à l'avance à l'Union panaméricaine, laquelle transmettra cet avis aux autres gouvernements signataires. Ce délai écoulé, la convention n'aura plus d'effet pour le dénonçant, mais elle continuera à subsister pour les autres Parties contractantes.

Article 16. La présente convention restera ouverte à l'adhésion et à l'accession des Etats non signataires.

Les instruments correspondants seront déposés aux archives de l'Union panaméricaine, qui les communiquera aux autres Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires indiqués ci-dessous signent et scellent les textes espagnol, anglais, portugais et français de la présente convention, dans la ville de Montevideo, République orientale de l'Uruguay, ce vingt-sixième jour du mois de décembre de l'an mil neuf cent trente-trois.

Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington : ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE 13 juillet 1934. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 26 décembre 1934. CHILI 28 mars 1935. GUATEMALA 12 juin 1935. CUBA 28 avril 1936

« **Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, ou **droit à l'autodétermination**, est le principe issu du **droit international** selon lequel chaque **peuple** dispose d'un choix libre et souverain de déterminer la forme de son régime politique, indépendamment de toute influence étrangère. »



Déclaration universelle des droits des peuples

Alger, le 4 juillet 1976

Préambule

Nous vivons des temps de grandes espérances mais aussi de profondes inquiétudes :

- des temps pleins de conflits et de contradictions ;
- des temps où les luttes de libération ont soulevé les peuples du monde contre les structures nationales et internationales de l'impérialisme et sont parvenues à renverser des systèmes coloniaux ;
- des temps de luttes et de victoires où les nations se donnent, entre elles ou à l'intérieur de chacune d'elles, de nouveaux idéaux de justice ;
- des temps où les résolutions de l'assemblée générale des Nations unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme à la Charte des droits et Devoirs économiques des États, ont exprimé la recherche d'un nouvel ordre politique et économique international.

Mais ce sont aussi des temps de frustrations et de défaites où de nouvelles formes d'impérialisme apparaissent pour opprimer et exploiter les peuples.

L'impérialisme, par des procédés perfides et brutaux, avec la complicité de gouvernements souvent installés par lui-même, continue à dominer une partie du monde. Par intervention directe ou indirecte, par le biais des entreprises multinationales, par l'utilisation de politiciens locaux corrompus, par l'aide à des régimes militaires fondés sur la répression policière, la torture et l'extermination physique des opposants, par un ensemble de pratiques auxquelles on a donné le nom de néo-colonialisme, l'impérialisme étend son emprise sur de nombreux peuples.

Conscients d'interpréter les aspirations de notre époque, nous nous sommes réunis à Alger pour proclamer que tous les peuples du monde ont un droit égal à la liberté, le droit de s'affranchir de toute ingérence étrangère et de se donner le gouvernement de leur choix, le droit, s'ils sont asservis, de lutter pour leur libération, le droit de bénéficier, dans leur lutte, de l'assistance des autres peuples.

Persuadés que le respect effectif des droits de l'homme implique le respect des droits des peuples, nous avons adopté la DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES PEUPLES.

Que tous ceux qui, à travers le monde, mènent le grand combat, parfois les armes à la main, pour la libération de tous les peuples, trouvent dans la présente Déclaration l'assurance de la légitimité de leur lutte.

Section I. Droit à l'existence

Art. 1. Tout peuple a droit à l'existence.

Art. 2. Tout peuple a droit au respect de son identité nationale et culturelle.

Art. 3. Tout peuple a le droit de conserver la possession paisible de son territoire et d'y retourner en cas d'expulsion.

Art. 4. Nul ne peut être, en raison de son identité nationale ou culturelle, l'objet de massacre, torture, persécution, déportation, expulsion ou soumis à des conditions de vie de nature à compromettre l'identité ou l'intégrité du peuple auquel il appartient.

Section II. Droit à l'autodétermination politique

Art. 5. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine son statut politique en toute liberté, sans aucune ingérence étrangère extérieure.

Art. 6. Tout peuple a le droit de s'affranchir de toute domination coloniale ou étrangère directe ou indirecte et de tout régime raciste.

Art. 7. Tout peuple a droit à un régime démocratique représentant l'ensemble des citoyens, sans distinction de race, de sexe, de croyance ou de couleur et capable d'assurer le respect effectif des droits de l'homme, et des libertés fondamentales pour tous.

Section III. Droits économiques des peuples

Art. 8. Tout peuple a un droit exclusif sur ses richesses et ses ressources naturelles. Il a le droit de les récupérer s'il en a été spolié, ainsi que de recouvrer les indemnisations injustement payées.

Art. 9. Le progrès scientifique et technique faisant partie du patrimoine commun de l'humanité, tout peuple a le droit d'y participer.

Art. 10. Tout peuple a droit à ce que son travail soit justement évalué et à ce que les échanges internationaux se fassent à des conditions égales et équitables.



ORGANISATION des NATIONS UNIES

O.N.U.

Chapitre I : Buts et principes

Article 1

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;
2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur **le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes**, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;
3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion;
4. Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Article 2

L'Organisation des Nations Unies et ses Membres, dans la poursuite des buts énoncés à l'Article 1, doivent agir conformément aux principes suivants :

1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres.
2. Les Membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte.
3. Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.
4. **Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État**, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.
5. Les Membres de l'Organisation donnent à celle-ci pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément aux dispositions de la présente Charte et s'abstiennent de prêter assistance à un État contre lequel l'Organisation entreprend une action préventive ou coercitive.
6. L'Organisation fait en sorte que les États qui ne sont pas Membres des Nations Unies agissent conformément à ces principes dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.
7. Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII.



Vive le Québec libre !

Droit des Québécois à disposer de leur destin.

Montréal, le 24 juillet 1967

Le 24 juillet 1967, à 19 heures 30, quinze mille personnes attendent le Premier Président de la V^{ème} République française devant l'Hôtel de Ville de Montréal, où il arrive avec un peu de retard.

Jean Drapeau l'accueille à l'entrée puis, après les hymnes nationaux, les dignitaires entrent dans le bâtiment. Il est prévu que le Président français aille saluer la foule au balcon, mais aucun discours ne doit y être prononcé, même si la foule le réclame. Le Président français demande tout de même à dire quelques mots et son garde du corps Paul Comiti, qui a repéré des micros, les fait installer et brancher. Le Président français prononce alors son discours historique, sans que l'on sache s'il a été prémédité ou, emporté par l'émotion, non préparé.

Lors de son discours à l'Hôtel de Ville le 24 juillet 1967, le Président français s'exprime en ces mots :

« C'est une immense émotion qui remplit mon cœur en voyant devant moi la ville de Montréal ... française. (ovation du public) Au nom du vieux pays, au nom de la France, je vous salue. Je vous salue de tout mon cœur ! Je vais vous confier un secret que vous ne répéterez pas, (rires de la foule) ce soir ici, et tout le long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération. (longue ovation de la foule)

Et tout le long de ma route, outre cela, j'ai constaté quel immense effort de progrès, de développement, et par conséquent d'affranchissement (ovation) vous accomplissez ici, et c'est à Montréal qu'il faut que je le dise, (ovation) parce que, s'il y a au monde une ville exemplaire par ses réussites modernes, c'est la vôtre ! (ovation). Je dis c'est la vôtre et je me permets d'ajouter, c'est la nôtre. (ovation)

Si vous saviez quelle confiance la France réveillée, après d'immenses épreuves, porte maintenant vers vous. Si vous saviez quelle affection elle recommence à ressentir pour les Français du Canada, (ovation), et si vous saviez à quel point elle se sent obligée de concourir à votre marche en avant, à votre progrès ! C'est pourquoi elle a conclu avec le gouvernement du Québec, avec celui de mon ami Johnson (ovation), des accords pour que les Français de part et d'autre de l'Atlantique travaillent ensemble à une même œuvre française. (ovation)

Et, d'ailleurs, le concours que la France va, tous les jours un peu plus, prêter ici, elle sait bien que vous le lui rendrez, parce que vous êtes en train de vous constituer des élites, des usines, des entreprises, des laboratoires, qui feront l'étonnement de tous et qui, un jour, j'en suis sûr, vous permettront d'aider la France. (ovation)

Voilà ce que je suis venu vous dire ce soir en ajoutant que j'emporte de cette réunion inouïe de Montréal un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit, entend, ce qui se passe ici et je puis vous dire qu'elle en vaudra mieux.

Vive Montréal ! Vive le Québec ! (ovation)

Vive le Québec... libre ! (très longue ovation)

Vive le Canada français ! Et vive la France ! (ovation) »

De Gaulle est longuement ovationné par la foule présente.

Son discours ébahit à peu près tout le monde, y compris Daniel Johnson, et choque le gouvernement du Canada, qui ne désire plus sa présence.

